

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS DE CULTURES LÉGUMIÈRES  
(MAINE-ET-LOIRE)  
(4 janvier 1968)**

(Etendue par arrêté du 25 août 1969,  
*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> novembre 1969)

**AVENANT N° 64 DU 25 OCTOBRE 2005 (1)**

**NOR : AGRS0697036M**

Entre :

La fédération départementale des producteurs de légumes,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats FO ;

L'union départementale CFTC ;

Le syndicat national des cadres et agents de maîtrise des exploitations agricoles CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont modifiées comme suit les dispositions de la section 5 et de son unique article 26 :

La section 5 « Indemnités de déplacement » s'intitule désormais : section 5 « Frais professionnels ».

L'article 26 « Indemnités de déplacement » s'intitule désormais : « Indemnités de déplacement (mobilité professionnelle et indemnité de casse-croûte) ».

Il est rédigé comme suit :

« L'employeur rembourse au salarié les frais professionnels dans les conditions de droit commun. Néanmoins, les salariés des exploitations de cultures légumières bénéficient des indemnités particulières suivantes.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

#### *a) Mobilité professionnelle*

Les salariés, recrutés pour l'exécution des travaux saisonniers, ont droit au remboursement de leurs frais de voyage, aller et retour, au tarif du transport public le moins onéreux, dès lors que leur domicile se trouve situé à plus de 20 kilomètres du siège de l'exploitation et qu'ils ont satisfait aux obligations de leur contrat de travail. Ce remboursement n'est pas dû pour les trajets effectués hors des frontières du territoire métropolitain.

#### *b) Indemnité de casse-croûte*

Tout salarié obligé à travailler, avant et après la pause du repas du midi, sur un chantier distant d'au moins 5 kilomètres du siège de l'exploitation ou du lieu de travail fixé au contrat est réputé ne pas pouvoir rentrer chez lui pour le repas du midi et a droit, à ce titre, à une indemnité dite de casse-croûte égale à une fois et demie le salaire horaire afférent au coefficient 110.

Bien entendu, cette indemnité n'est pas due quand l'employeur prend en charge le repas à un autre titre, par exemple quand le salarié est nourri aux frais de l'employeur par l'octroi d'un avantage en nature ou en paiement d'une rémunération en nature. »

### **Article 2**

La section 5 *bis* « Indemnités diverses » est supprimée.

L'article 26 *bis* « Indemnité de vêtement de travail » est intégré à la section 5.

### **Article 3**

Est modifié comme suit l'article 31 de la convention collective :

#### **Article 31**

##### *Absences*

Toute absence ne peut être qu'exceptionnelle. Elle doit être autorisée ou motivée. Sont notamment considérés comme des motifs légitimes d'absence les maladies ou accidents, médicalement constatés, dont sont victimes les salariés et apprentis, leurs conjoints et ascendants au premier degré.

Sauf en cas de force majeure, les salariés et apprentis doivent porter les motifs de leur absence à la connaissance de leur employeur, et ceci dans les 2 jours sous peine de sanctions disciplinaires.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Angers, le 25 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)